



United Nations

**CENTRAL
EMERGENCY
RESPONSE FUND**



A SOUND HUMANITARIAN INVESTMENT

RAPPORT ANNUEL 2012 DU COORDONNATEUR RÉSIDENT / HUMANITAIRE SUR L'UTILISATION DES SUBVENTIONS DU CERF TOGO

COORDONNATEUR RÉSIDENT/HUMANITAIRE

Mme Khardiata Lo N'Diaye

1ERE PARTIE: VUE D'ENSEMBLE DU PAYS

I. RESUME DU FINANCEMENT POUR 2012

TABLE 1: RÉSUMÉ DES SUBVENTIONS (US\$)		
Répartition des financements reçus pour la réponse humanitaire par sources	CERF	1, 009,821
	FONDS HUMANITAIRE COMMUN/ FONDS POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE	0
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	148,678
	TOTAL	1, 158,499
Répartitions des subventions CERF reçues par catégories et urgences	Urgences Sous-Financées	
	<i>Premier Cycle</i>	0
	<i>Deuxième Cycle</i>	0
	Réponse Rapide	
	Assistance d'urgence aux réfugiés ghanéens et à la population d'accueil dans la préfecture de Tandjoaré, Région des savanes (Nord Togo)	1, 009,821

II. RESUME DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION

- a. Merci de confirmer que le rapport CERF du CR/CH a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordonnateurs sectoriels comme mentionné dans les directives.
OUI NON
- b. Le rapport final CERF du CR/CH a-t-il été partagé, pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d) les agences bénéficiaires du CERF, les coordonnateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes), comme recommandé dans les directives?
OUI NON

Le présent rapport est le rapport final couvrant toute la période d'exécution de la subvention CERF allant de novembre/décembre 2012 à juin 2013. Le gouvernement a été informé de la proposition ainsi que de la décision de financement du CERF. Ce rapport a été préparé à partir des rapports des agences suivantes : HCR, UNICEF, OMS, PAM et FAO. Il a été partagé par les agences avec leurs partenaires d'exécution, qui ont participé à la mise en œuvre des activités sur le terrain. Ce rapport final établi au terme de l'exécution de la subvention a fait l'objet d'une validation formelle avec toutes les parties prenantes avant sa soumission au 31 décembre 2013.

2EME PARTIE: LA REPONSE D'URGENCE CERF – RÉFUGIÉS GHANEENS (REPONSE RAPIDE 2012)

I. LE CONTEXTE HUMANITAIRE

TABLE 1: VUE D'ENSEMBLE DES SUBVENTIONS D'URGENCES (US\$)		
<i>Montant total nécessaire à la réponse humanitaire: 2 087 344</i>		
Répartition des financements totaux reçus pour la réponse humanitaire par sources	Source	Montant
	CERF	1 009 821
	AUTRES (Bilatéral/Multilatéral)	148 678
	TOTAL	1 158 499

TABLE 2: CERF SUBVENTIONS D'URGENCE PAR ALLOCATION ET PROJET (US\$)			
<i>Allocation 1 - Date de la Soumission Officielle: 12 octobre 2012</i>			
Agence	Code du Projet	Groupe Sectoriel/Secteur	Montant
UNICEF	12-CEF-125	Eau et Assainissement	108 766
FAO	12-FAO-040	Alimentation	111 276
WFP	13-WFP-002	Santé-Nutrition	323 701
WHO	12-WHO-077	Santé	89 562
UNHCR	12-HCR-053	Multisecteur	376 516
Sous-total Allocation CERF			1 009 821
TOTAL			1 009 821

TABLE 3: RÉPARTITION DU FINANCEMENT CERF PAR MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE (US\$)	
Modalité de Mise en œuvre	Montant
Mise en œuvre directe agences des Nations-Unies	619 792
Fonds transférés aux ONG pour mise en œuvre	164 700
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux	82 157
TOTAL	866 649

Dans la nuit du 3 au 4 juin 2012, un conflit foncier récurrent datant de 2010 a opposé les communautés Konkomba et Moba à Namkpondouri, village ghanéen frontalier du Togo. Ce conflit violent a entraîné des pertes humaines, et d'importants dégâts matériels (bétail tué, champs brûlés) dans les deux communautés et a contraint la population de la communauté Moba à fuir leurs habitations. Selon les statistiques fournies par les autorités étatiques de la localité, le nombre de personnes qui ont trouvé refuge dans les deux villages, Mamproug et Tambigou (préfecture de Tandjouaré, Nord Togo) en juin 2012, serait de 2 092 personnes, composées près de 80% de femmes et d'enfants, à 95% d'ethnie Moba.

Ces réfugiés sont arrivés complètement démunis en pleine période de soudure, dans une zone où les conditions de vie sont déjà extrêmes difficiles. Un total de 91% de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté contre 58,7% au niveau national¹. Selon le profil de pauvreté du Togo en 2011,² la préfecture d'accueil des réfugiés fait partie des zones les plus défavorisées de la région la plus pauvre du Togo. L'insécurité alimentaire sévère et modérée est de 53,4%³ et les taux de malnutrition sont les plus élevés du Togo.

A l'arrivée de ces réfugiés, les ménages hôtes ont partagé leurs maigres ressources alimentaires avec les réfugiés et des actions urgentes ont été immédiatement faites. Une assistance en vivres et non vivres constituée de 1 150 tonne de riz, 96 litres d'huile, 770 pains de savons, six ballots de nattes, six ballots de friperies, des bâches, des vaccins, des kits d'hygiène et du matériel didactique d'urgence (« school-in-a-box ») a été apportée aux populations des deux villages d'accueil par le gouvernement, le HCR, l'UNICEF et l'OMS au début de la crise.

Cette assistance s'est avérée très insuffisante. Seulement 13% des réfugiés ont reçu des bâches pour confectionner des abris pour en moyenne 13 personnes chacun; 87 réfugiés sont toujours logés dans deux écoles, le reste est hébergé dans les maisons des familles d'accueil créant ainsi une situation de promiscuité avec tous les risques liés. Les localités de Mamproug et de Tambimong ont vu leur population doubler alors qu'elles ne disposent pas de point d'eau potable.

L'accès à l'eau potable est un problème sérieux dans la zone. Seuls trois puits à grand diamètre ouverts sont disponibles et utilisés par plus de 8 000 personnes (villages avoisinants et réfugiés compris) et le bétail. Aucune école ne dispose de point d'eau potable. Sur les trois écoles existantes, deux à savoir les Ecoles Primaires Publiques (EPP) Tambimong et Mamproug disposent chacune d'un bloc de latrine VIP à quatre cabines, ce qui se révèle insuffisant au vu des effectifs attendus à la rentrée prochaine. Toutes ces écoles ne disposent pas de dispositifs de lavage des mains.

La santé de la mère, de l'enfant se caractérise dans la zone par des taux élevés de morbidité et de mortalité, en particulier chez les enfants et les femmes. Bien que le pays a enregistré une baisse des taux de mortalité infantile et infanto-juvénile de 78 et 123 pour 1 000 naissances vivantes en 2010 (MICS4) contre 97 pour 1000 en 2008 (CDC Atlanta) et 70 pour 1000 en 2009 (URD), ces acquis pourront être compromis si des mesures urgentes en matière de soins obstétricaux et néonataux (SONU) ne sont pas prises, particulièrement dans les zones enclavées.

L'insalubrité prononcée, le manque d'eau de bonne qualité et l'insuffisance d'ouvrages d'assainissement auxquels s'ajoutent les pratiques néfastes d'hygiène (défécation à l'air libre, conséquence d'une absence totale de latrines familiales) exposent davantage les réfugiés et les populations autochtones aux risques de maladies. Aussi, la vulnérabilité des groupes spécifiques tels que les femmes, les jeunes filles, les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes demeure élevée. Des cas de paludisme (312 cas), des maladies diarrhéiques (385 cas), de méningite (330 cas) et des infections respiratoires aiguës (86) ont déjà été enregistrés.

II. ZONES CIBLEES ET ETABLISSEMENT DE L'ORDRE DES PRIORITES

Le contexte général de grande vulnérabilité et l'indigence des moyens de réponse sur place appelait une assistance d'urgence tant aux réfugiés qu'à la population d'accueil. A la suite d'une première évaluation du HCR montrant une situation alarmante des conditions de vies des autochtones et des réfugiés surtout sur le plan alimentaire, le PAM a reçu une demande d'intervention urgente en vivres puis une requête du gouvernement le 5 juillet 2012, demandant une assistance alimentaire pour la population dans les deux villages d'accueil.

Après avoir élargi les investigations sur l'ensemble des besoins des réfugiés, le système des Nations Unies, lors de la réunion de l'équipe pays du 8 août 2012, a recommandé la tenue d'une évaluation rapide sur le terrain pour soumettre une demande de financement au CERF.

L'évaluation conjointe a été conduite par le Gouvernement, les ONG et les agences humanitaires des Nations Unies et s'est déroulée du 20 au 25 août sur les sites d'accueil. Elle a montré une situation alarmante par rapport à l'accès à la nourriture, tant pour les réfugiés que pour la population hôte.

En effet, les réfugiés dans leur fuite n'ont pas pu emporter leurs stocks de vivres qui ont été par la suite brûlés ou détruits par leurs adversaires. Du côté des autochtones aussi, la crise est survenue pendant la période de soudure et les quelques ménages qui disposaient de vivres ont vu leurs stocks de sécurité vidés rapidement suite au partage avec les réfugiés. La zone étant agricole, les récoltes ne pouvaient être espérées au mieux qu'en septembre, avec de grosses incertitudes sur la

¹ Profil de la pauvreté 2006-2011, DGSCN, PNUD, mars 2012.

² Profil de la pauvreté 2006-2011, DGSCN, PNUD, mars 2012

³ Analyse de la sécurité alimentaire au Togo, PAM, 2010.

disponibilité alimentaire du fait des faibles productions et rendements dans la zone où le maraîchage de contre saison est quasi inexistant. Il s'ajoute que malgré la proximité des marchés, les réfugiés manquent de moyens financiers pour se procurer des vivres.

Lors de l'évaluation rapide des besoins sur le terrain, l'équipe technique d'évaluation comptait cinq femmes sur les douze membres, soit 42% de femmes. Pour permettre à la population à la base d'exprimer plus librement ses besoins, des groupes d'hommes, groupes de femmes, groupes de jeunes garçons et groupes de jeunes filles de réfugiés et d'autochtones ont été interviewés séparément. La responsable du bureau du PAM et la représentante adjointe de l'UNICEF (donc femmes) ont participé activement aux côtés des hommes, aux travaux (réunions/discussions) qui ont mené conception du projet du PAM (tout comme les projets des autres agences) et ont assuré la prise en compte des besoins spécifiques des femmes.

En ce qui concerne les infrastructures et le personnel médical, le bâtiment de deux pièces qui abrite le centre de santé n'est pas approprié et appartient à l'école catholique du milieu. Ici, il est à signaler l'insuffisance accrue de personnel qualifié (un seul infirmier auxiliaire pour près de 6 000 personnes, y compris les réfugiés). Parmi les problèmes constatés, figure la rupture totale de médicaments due à l'afflux des réfugiés. Par ailleurs, il n'existe pas de mécanisme de référencement et de suivi des patients.

Avec l'arrivée des réfugiés, les consultations curatives mensuelles dans le centre de santé de Mamproug sont passées de 20 à plus de 300. Les pathologies les plus fréquentes sont, entre autres, le paludisme: 90 cas confirmés/ 215 consultations de personnes réfugiées en juillet 2012; les gastro entérites: 36 cas/ 215 consultations ; et les parasitoses intestinales: cinq cas/215 consultations. Les taux de couvertures vaccinales sont relativement faibles chez les enfants de moins de cinq ans: BCG: 55 %; VPO 3: 48 %; Penta 3 : 48 % ; Var: 65 %.

Pour l'hygiène et l'assainissement, suite à l'arrivée des réfugiés en juin 2012, le cluster WASH de la région des Savanes a procédé à la construction de 10 latrines d'urgence (tranchée), ce qui est insuffisant pour une population y compris les réfugiés et les autochtones. Par ailleurs, l'usage de ces latrines ne devrait pas excéder trois mois, d'où la nécessité d'appuyer la réalisation de latrines plus durables.

Par rapport à l'éducation, la population scolarisable parmi les réfugiés est estimée à 25% de la population totale de réfugiés selon les données de l'évaluation rapide. Ces enfants sont venus s'ajouter à un effectif de plus de 724 élèves des villages d'accueil (statistiques scolaires de 2011-2012). Il est important de noter que pour les cours de vacances organisés par l'inspection du premier degré de Tandjouaré (avec l'appui de l'UNICEF), 525 inscriptions d'enfants réfugiés ghanéens ont été enregistrées contre 664 enfants togolais. Or en terme de capacité d'accueil des trois écoles existantes dans les villages hôtes, chacune d'elles ne dispose que d'un bâtiment de trois salles de classe avec trois enseignants, ce qui est déjà insuffisant pour les populations hôtes. Etant donné qu'il n'y avait pas de perspective de retour à court terme, pour les autorités en charge de l'éducation dans la zone d'accueil, il faudrait trouver des solutions pour les 525 enfants scolarisés dans le programme ghanéen et qui souhaiteraient poursuivre leurs études au Togo.

Enfin, plus de 60% des réfugiés ne disposaient pas de NFI.

Les stratégies de survie développées par les deux groupes de population se sont révélées dangereuses pour la vie des membres de leurs ménages (la réduction du nombre et des quantités des repas par jour, consommation d'aliments sauvages reconnus toxiques par la population elle-même, endettement généralisé des ménages autochtones, sorties nocturnes incontrôlées des jeunes filles réfugiées de 14 ans ou plus, etc.).

C'est dans ce contexte général de vulnérabilité, qu'une assistance d'urgence pour les réfugiés et la population d'accueil a été sollicitée.

La subvention a été approuvée par le CERF en novembre/décembre 2012. Les priorités suivantes ont été retenues : i) assistance en vivres (PAM) ; ii) santé (OMS/HCR); iii) logement (HCR); iv) éducation, eau hygiène et assainissement (UNICEF); et v) agriculture de contre saison (FAO).

Vu la circonscription du problème humanitaire auquel il fallait répondre, les parties prenantes n'ont pas eu de difficultés quant au ciblage géographique. Il s'agit des deux villages de Mamproug et de Tambimong (5km de la frontière ghanéenne) dans la préfecture de Tandjouaré, dans la région des savanes, au Nord Togo où ont afflué les réfugiés.

III. LE PROCESSUS CERF

La présente subvention du CERF est la **réponse intégrée** du Système des Nations Unies (SNU) au Togo à un processus déclenché par l'alerte de l'afflux des réfugiés dans le canton de Mamproug, annoncée par le chef canton au Préfet de

Tandjoaré dans la nuit du 3 au 4 juin 2012. Cette annonce a été immédiatement relayée par le Préfet qui a saisi officiellement les autorités gouvernementales puis le bureau local du HCR à Dapaong, dans la région des Savanes abritant la préfecture qui a accueilli les réfugiés. Les autorités gouvernementales, après avoir pris des mesures pour sécuriser les lieux, ont à leur tour dépêché une mission sur le terrain pour estimer l'ampleur de la crise et saisir le bureau national du HCR puis la Coordination du SNU pour exprimer le besoin d'assistance. L'ensemble des agences du Système des Nations Unies (SNU) ont organisé deux rencontres de haut niveau et recommandé la préparation et la tenue d'une mission conjointe Gouvernement / SNU pour une évaluation rapide des besoins sur le terrain. C'est suite aux résultats et aux recommandations de cette évaluation rapide conjointe conduite du 20 au 25 août 2012, que la présente requête a été initiée.

Conformément au mandat de chaque agence, la coordination technique des activités d'évaluation rapide, de la préparation de la requête et de mise en œuvre de l'assistance aux réfugiés sur le terrain est assurée par le HCR sous la coordination du CH et du Gouvernement. Il a été ainsi demandé au UNHCR, au PAM, à l'UNICEF, à l'OMS et à la FAO de mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux besoins identifiés dans leurs secteurs respectifs d'intervention.

Le Gouvernement est à la fois le bénéficiaire (demandeur de l'appui) et le superviseur dans le cadre de ce projet. Il est au centre de toutes les décisions et prend activement part à toutes les missions d'évaluation, d'enregistrement et distribution de vivres et de non vivres. Les ONG de la place impliquées notamment, l'Association Togolaise pour le Bien Etre Familial (ATBEF) et la Croix Rouge Togolaise sont très actives sur le terrain. Ils assistent dans les opérations d'enregistrement, de suivi-évaluation et de distributions.

La proposition de projets s'est effectuée au niveau de chaque groupe sectoriel. Les priorités ont été établies par secteur en tenant compte des résultats de l'évaluation conjointe et des ressources déjà détenues par les différentes agences pour faire face à la crise. La cible étant constituée à 80% de femmes et d'enfants, une attention toute particulière a été accordée à leur situation.

Les représentants de toutes les agences parties prenantes se sont retrouvés dans une réunion de mise en commun des propositions sectorielles pour s'assurer de leur validité, de leur pertinence, de la complémentarité et au besoin, éliminer les double-emplois, le cas échéant. C'est à l'issue de cet exercice conjoint que les projets figurant dans le tableau ci-dessous ont été endossés au niveau de la Coordination et proposés pour financement par le CERF. Chaque agence a désigné un point focal en charge de la mise en œuvre de son projet CERF. Des missions conjointes inter-agences d'harmonisation des données de terrain. En plus des chefs d'agences, le Coordonnateur humanitaire a également effectué une mission sur le site à mi-parcours de l'intervention, le 15 mars 2013.

IV. RESULTATS ET VALEUR AJOUTEE DU FINANCEMENT CERF

TABLE 4: PERSONNES AFFECTÉES ET BÉNÉFICIAIRES DIRECTS PAR SECTEUR				
Nombre total des personnes affectées par la crise: Le financement CERF devrait à la fin de son exécution (juin 2013), toucher 4 982 personnes dont 2 092 nouveaux réfugiés ghanéens et 2 400 autochtones dans les villages Mamproug et Tambigou. Les femmes et les enfants représentent 81,6% des bénéficiaires.				
Nombre total des personnes devant bénéficiaire directement du financement CERF par groupe sectoriel/secteur	Groupe Sectoriel/Secteur	Femmes et enfants	Hommes	Total
	Eau et Assainissement/ Education	3 335	1 647	4 982
	Alimentation	3 335	1 647	4 982
	Multisecteur	3 335	1 647	4 982
	Santé	4 069	913	4 982

L'identification des bénéficiaires s'est faite sur la base d'un décompte initial lors de la première mission conjointe suivie d'une actualisation. Les difficultés rencontrées sont liées à la mobilité des hommes de part et d'autre de la frontière. Mais le concours du Chef de Canton et le décompte physique, les estimations ont été harmonisées au niveau de toutes les agences.

TABLE 5: NOMBRE DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DIRECTEMENT DU FINANCEMENT DU CERF		
	Planifié	Atteint (estimation)
Femmes	3 335	3 335
Hommes	1 647	1 647
Nombre total de personnes (hommes et femmes)	4 982	4 982
Y compris, enfants de moins de 5 ans	1 487	1 487

Les résultats du CERF

Au 30 juin 2013, sur l'ensemble des zones d'intervention, les activités prévues ont été réalisées et ont permis de répondre à la fois quantitativement et qualitativement aux besoins identifiés et adressés, permettant d'atteindre l'ensemble des objectifs initialement fixés. L'un des premiers résultats est l'enregistrement mené avec les partenaires du 20 au 24 septembre 2012 qui a pour résoudre le problème d'harmonisation de statistiques et confirmé l'effectif de 4 982 réfugiés et populations hôtes constituant 1 577 ménages.

Sur le plan alimentaire/nutritionnel, à la suite des opérations d'acquisition et de centralisation des différentes denrées à mi-mars, les distributions, les suivis immédiats et suivis poste distribution des vivres et l'évaluation de la sécurité alimentaire des ménages des zones d'accueil des réfugiés ghanéens ont été réalisés. Au total, 257,204 tonnes de vivres ont été mobilisées et distribuées dont 206 tonnes de maïs, 31 tonnes de haricot, 6,768 tonnes de CSB++, 2,225 tonnes de sel iodé et 11,211 tonnes d'huile végétale. Sur 4 982 réfugiés planifiés, 4 972 ont directement bénéficié des vivres distribués.

Les suivis post distribution effectués par le PAM en collaboration avec le HCR et le partenaire de distribution des vivres (ATBEF) au niveau des ménages bénéficiaires ont permis de s'assurer du bon usage des vivres reçus et de l'implication effective des femmes dans la gestion de l'aide. Selon les données collectées lors des suivi-post distribution, la gestion des aliments a été assurée presque exclusivement par les femmes et les différentes denrées distribuées ont été bien appréciées et rationnellement utilisées. Toutes les quantités reçues ont été consommées et aucun cas de vente ou d'échange de denrées contre d'autres articles alimentaires ou non alimentaires n'a été relevé. Le nombre de consommateurs finaux enregistrés lors des suivis s'est révélé trois fois plus élevé que prévu. Parmi ces consommateurs finaux, 61,11% n'étaient pas ciblés par les distributions car les bénéficiaires ciblés ont dû partager leurs rations avec, non seulement, les ménages hôtes qui les ont hébergé et nourris depuis leur arrivée en juin 2012 mais aussi, avec leurs frères réfugiés non-inscrits sur les listes d'enregistrement du HCR).

La situation sanitaire a été nettement améliorée. Au total 900 kits d'hygiène ont été mis à la disposition des familles réfugiées et ont permis aux populations non seulement de désinfecter l'eau avant son utilisation, de la stocker sans risque pour leur santé, mais aussi d'améliorer leur hygiène corporelle (lavage des mains, et autres). Au total 80 concessions des villages de Mamproug et de Tambimong, regroupant chacune environ 15 personnes, vont bénéficier chacune d'une latrine écologique dont la construction est en cours. La prise en charge sanitaire a été améliorée avec la formation de 15 Agents de Santé Communautaire (ASC) et deux dont les compétences en prise en charge intégrée des maladies du nouveau né et de l'enfant (PCIMNE)-Communautaire ont été améliorées.

Les médicaments, matériels médicaux, vaccins et consommables sont actuellement disponibles dans les formations sanitaires des villages d'accueil. Au total 4 087 individus ont été consultés en première visite et 105 en visites de suivi. Les consultations et soins sont gratuits de même que les médicaments et vaccins. Toutes les familles ont bénéficié des moustiquaires imprégnées. Des séances de sensibilisation ont été organisées sur la prévention des maladies liées à l'eau et au manque d'hygiène.

Le logement s'améliore progressivement. Le financement CERF a permis à 25 ménages sur les 1 577 d'entamer des constructions d'habitations et ceci devrait s'accélérer. Trois forages ont été réalisés et les distributions de non vivres ont permis de servir 1 208 personnes en couvertures, moustiquaires, matériel divers.

Dans l'éducation, contrairement à ce qui était prévu, tous les élèves réfugiés ghanéens n'ont pas été intégrés au système éducatif togolais. A la rentrée scolaire d'octobre 2012, 184 enfants parmi les élèves réfugiés ghanéens ont intégré le système scolaire togolais et y suivent depuis des cours dans les écoles primaires des deux villages. Ils ont bénéficié de la distribution des manuels de fournitures scolaires. L'école a aussi bénéficié de matériel didactique afin de combler des manques dans le matériel disponibles, notamment les guides pédagogiques du maître. Plus de 300 autres élèves réfugiés du niveau primaire, avaient préféré poursuivre leur cursus scolaire au Ghana. L'alternative mise en place a été, en accord avec les autorités togolaises, d'organiser des cours en anglais selon le curriculum ghanéen, avec l'appui d'enseignants

volontaires ghanéens, en utilisant les locaux des écoles de Mamproug et Tambimong durant les horaires où les élèves togolais ne sont pas présents.

La distribution d'intrants agricoles et d'équipements pour 200 réfugiés et 200 ménages d'accueil bénéficiaires est très avancée et le partenaire technique s'investit dans la préparation de ces activités à la veille de la saison des pluies (avril à octobre).

La valeur ajoutée du CERF

a) Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires?

OUI EN PARTIE NON

En dehors de l'appui initial du gouvernement, des agences et des communautés hôtes qui ont touché un petit nombre de réfugiés, le CERF a été l'unique source de financement qui a permis de porter la réponse à l'échelle et d'engager une action combinée pour adresser en même temps les priorités des femmes, des enfants et des ménages réfugiés et leurs hôtes dont les conditions de vie précaires ont été sérieusement dégradées par l'afflux important de réfugiés.

Les financements du CERF ont permis de fournir une assistance rapide et adéquate aux réfugiés et aux populations d'accueil.

b) Les financements du CERF ont-ils favorisé la réponse aux besoins les plus urgents⁴?

OUI EN PARTIE NON

La réponse est en cours et a été effective dans les domaines de l'accès à l'eau potable, l'hygiène, la santé, l'assainissement, l'éducation des enfants, l'accès aux intrants agricoles et matériels. Malheureusement, l'accès aux vivres n'a pas suivi le même rythme et doit être accéléré. Après un retard dû au fait que l'acquisition de la denrée essentielle en l'occurrence le maïs devait se faire sous forme d'un prélèvement sur un stock de l'opération appelée "Forward purchase facility" (FPF) du Bureau Régional du PAM qui consiste à constituer un stock en attente de l'achat par les pays de la sous-région au fur et à mesure que les besoins se font sentir et les ressources financières obtenues.

La conclusion du contrat d'achat entre le bureau régional et le fournisseur (local) a accusé un grand retard qui s'est répercuté sur l'acquisition du stock qui devait être mis à la disposition des réfugiés. Le bureau du PAM au Togo a dû recourir à un emprunt auprès du fournisseur afin de démarrer les distributions. Le PAM a pris les dispositions utiles pour le démarrage effectif des distributions de vivres à partir du 25 mars 2013.

Par rapport à l'accès à l'assainissement, les communautés et les écoles de Mamproug et de Tambimong ont bénéficié de la construction de latrines, de la distribution de kits d'hygiène et d'activités de promotion de l'hygiène. L'accès aux médicaments et services de santé par les réfugiés est en voie d'amélioration grâce à une coordination renforcée entre les équipes opérationnelles de l'OMS et du HCR et l'accélération de la mise en œuvre de leurs interventions sur le terrain.

c) Les financements du CERF ont-ils favorisé la mobilisation d'autres financements?

OUI EN PARTIE NON

Le Togo offre une très faible capacité de financements pour des actions humanitaires, avec une présence limitée du nombre de partenaires. Ceux qui sont sur le terrain ont des équipes réduites qui se consacrent essentiellement à la reprise des activités de développement. Toutefois, il faut noter qu'avant l'obtention du financement CERF, les bureaux du HCR, de l'OMS, de l'UNICEF et du PAM au Togo ont commencé à apporter une assistance aux populations sur leurs ressources propres.

d) Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire?

OUI EN PARTIE NON

Le CERF a amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire. La préparation de la soumission CERF a réactivé la communauté humanitaire du SNU au Togo qui a intensifié et régularisé ses réunions de coordination humanitaire.

⁴ Par réponse aux besoins les plus urgents, référence est faite aux actions nécessaires, rapides et limitées dans le temps et aux ressources requises pour minimiser les pertes de vies humaines additionnelles et les dommages aux biens sociaux et économiques (ex. vaccination d'urgence, contrôle d'une invasion de criquets, etc.).

Toutes les phases de la préparation et de la réponse ont été concertées et coordonnées. Par exemple, le Cluster WASH de la région des Savanes, regroupant la Direction de l'Hydraulique, le Service d' Assainissement, la Direction de l'Action Sociale, la Direction du Plan, la Direction de l'Environnement, la Croix-Rouge et l'ONG 3 ASC, a été redynamisé et a effectué une sortie de deux jours sur le terrain pour assurer le suivi/supervision des activités, la coordination des interventions et la collecte des données pour la rédaction des rapports d'activités et une deuxième mission aura lieu avant la fin du mois de mars. Même si la coordination de cinq agences dans une zone aussi éloignée, en l'absence de bureaux de terrain n'était pas aisée au départ, l'exécution concertée a été bénéfique et renforcé les synergies et appuis mutuels. L'harmonisation des données, les planification et missions conjointes ont sans aucun doute renforcé cet acquis. Les déplacements du Coordonnateur humanitaire et des chefs d'agences sur le terrain ont permis d'apporter les solutions appropriées de façon précoce.

V. ENSEIGNEMENTS TIRES

TABLE 6: OBSERVATION POUR LE SECRETARIAT DU CERF		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
La collaboration du secrétariat du CERF a été très utile pour ajuster rapidement la demande et la rendre éligible, malgré le grand nombre d'agences impliquées	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et renforcer • Faire une mise à niveau des équipes du pays sur les nouvelles orientations du CERF 	CH/secrétariat CERF

TABLE 7: OBSERVATIONS POUR LES EQUIPES DE PAYS		
Enseignements Tirés	Suggestions De Suivi/Amélioration	Entité Responsable
Le travail en équipe multisectorielle a favorisé l'estimation rapide et efficiente des besoins des réfugiés, la synergie des informations et la maîtrise rapide de la situation.	<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir et poursuivre 	CH/Chefs d'agences
Les missions conjointes de coordination et de suivi des activités ont permis une réduction des efforts et l'attente des résultats escomptés.	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les missions conjointes de suivi et évaluation sur le terrain, notamment en santé 	OMS/HCR
Renforcer les structures communautaires pour la prise en charge après CERF	<ul style="list-style-type: none"> • Inciter les prestataires (ONG ou services) au transfert des capacités aux représentants des communautés • Intégration du centre de santé dans le système de suivi du district sanitaire 	Chefs d'agences/points focaux

VI. RESULTATS DES PROJETS PAR AGENCE

TABLE 8.1: LES RESULTATS DU PROJET UNICEF			
Information Projet CERF			
1. Agence :	UNICEF	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	6 septembre 2012 – 5 mars 2013
2. Code du projet CERF:	12-CEF-125	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	WASH/EDUCATION		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Accès à l'eau potable, à l'hygiène, à l'assainissement et à l'éducation de base pour les réfugiés et populations hôtes de Tandjoaré dans la région des Savanes		
7. Funding	a. Budget Total du Projet	US\$ 223,404	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 131,952 (CERF+fonds propres de l'UNICEF)	
	c. Montant reçu du CERF	US\$ 108,766	
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	3 335	3 335	Aucune évaluation finale n'ayant été menée pour le moment sur le terrain, les cibles planifiées ont été reprises en tant que cibles atteintes car toutes les activités menées ont été planifiées sur la base de ces chiffres (issus du recensement du HCR).
b. Hommes	1 647	1 647	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	4 982	4 982	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	1 487	1 487	
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Apporter une assistance urgente aux populations réfugiées, soit 4 982 personnes, en leur fournissant un accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement et à l'éducation			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> • 15 litres d'eau potable consommée par jour et par personne. • 04 blocs de latrines. • 80 latrines ECOSAN construites. • 01 kit d'hygiène disponible par famille. • Nombre d'agents de terrain formés sur la construction des latrines et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène. • Nombre de personnes ayant bénéficié d'activités de sensibilisation et formation sur les pratiques d'hygiène et traitement de l'eau. • Les ouvrages d'eau potable et d'assainissement réalisés en milieu scolaire sont utilisés et bien entretenus. • 80 latrines familiales réalisées sont utilisées. • Nombre de missions de suivi réalisé. • Les élèves affectés bénéficient des cours de mise à niveau en français pour l'année scolaire 2012-2013 afin de permettre aux enfants réfugiés d'intégrer le programme togolais. • Des enseignants sont disponibles pour offrir des cours de mise à niveau aux élèves affectés. • Un suivi mensuel des sites affectés est effectué. • Les enfants réfugiés sont inscrits dans les écoles dans les mêmes conditions que les hôtes. • Les élèves reçoivent des fournitures scolaires et des uniformes. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			

COMPOSANTE WASH :

900 kits d'hygiène – constitués chacun de : (i) un seau plastique de 20 litres munis d'un couvercle, (ii) un gobelet de 250 ml, (iii) 342 comprimés de chlore, et (iv) 14 pains de savon de 250 g chacun) – ont été mis à la disposition des familles réfugiées. Les kits d'hygiène ont permis aux populations non seulement de désinfecter l'eau avant son utilisation, de la stocker sans risque pour leur santé, mais aussi d'améliorer leur hygiène corporelle (lavage des mains, du corps, du linge et autre).

80 concessions des villages de Mamproug et de Tambimong, regroupant chacune environ 15 personnes, vont bénéficier chacune d'une latrine écologique. La construction de ces latrines est en cours.

Quatre blocs de latrines écologiques séparés pour filles et garçons, composées de quatre cabines chacun, et équipés de dispositifs de lavage des mains (un à côté de chaque bloc et un au niveau de l'accès à la cour de récréation) ont été réalisés et sont utilisés par les 1200 élèves dans les écoles qui accueillent les enfants réfugiés (Mamproug et Tambimong).

Neuf enseignants (trois par écoles pour les écoles de Mamproug, Tambimong et Kpéguibong) ont été formés à l'utilisation des kits PHAST (Participatory Hygiene And Sanitation Transformation) pour la promotion de l'hygiène en milieu scolaire. Ces enseignants ont pu mettre en place et former trois clubs de Santé Scolaires (CSS) constitués de 20 élèves, dont 10 filles et 10 garçons. Au total, 60 élèves membres de CSS ont ainsi été formés. Neufs kits PHAST composés d'images pédagogiques adaptées au milieu scolaire ont été mis à la disposition des enseignants formés pour dispenser les cours d'hygiène.

15 membres des comités de gestion (COGEP) des écoles de Mamproug, Tambimong et Kpéguibong ont été sensibilisés à la gestion des ouvrages en milieu scolaire.

20 volontaires de la Croix-Rouge Togolaise (membre du cluster WASH) et quatre Agents de Santé Communautaire ASC ont été formés à l'utilisation des kits d'hygiène et à la promotion des bonnes pratiques d'hygiène au niveau communautaire. Ils sont aussi responsables du suivi des populations pour le traitement de l'eau et le suivi de l'utilisation et l'entretien des latrines familiales construites.

Quatre techniciens, dont deux du service de l'Assainissement et deux de l'Action Sociale du niveau préfectoral, ont été formés à la promotion de l'hygiène au niveau communautaire, au contrôle qualité des ouvrages d'eau/assainissement et au suivi de la qualité de l'eau. Ces agents doivent effectuer chacun 24 sorties sur le terrain à raison de deux sorties par semaine pour la supervision des volontaires formés, le suivi technique des 80 latrines construites au niveau communautaire et des quatre blocs de latrines scolaires et le contrôle de la qualité de l'eau traitée dans les ménages.

Le Cluster WASH de la région des Savanes, regroupant la Direction de l'Hydraulique, le Service d'Assainissement, la Direction de l'Action Sociale, la Direction du Plan, la Direction de l'Environnement, la Croix-Rouge et l'ONG 3 ASC, a effectué une sortie de deux jours pour assurer le suivi des activités, la coordination des interventions et la collecte des données. Une deuxième mission aura lieu en mars. Les membres du Cluster WASH ont tenu deux réunions de coordination et deux autres seront tenues courant mars. Le Cluster WASH du niveau central doit aussi effectuer une mission de suivi pour faire le bilan du projet.

Les membres de l'équipe WASH de l'UNICEF ont effectué trois missions de terrain afin d'une part d'élaborer le plan opérationnel de mise en œuvre du projet avec le Cluster WASH avant le début des activités et d'autre part d'assurer la qualité des interventions et la coordination du projet.

Contribution de l'UNICEF au projet : Parmi le matériel WASH fourni par l'UNICEF aux réfugiés, 200 seaux de 20 L, 200 gobelets, 420 pains de savon, deux cartons de 14 000 comprimés de chlore chacun et 15 pots pour bébé avaient été distribués en urgence sur fonds propres de l'UNICEF dès l'été 2012. Deux missions de terrain avaient également été réalisées par l'UNICEF peu après l'arrivée des réfugiés au Togo. Cette contribution représente un montant de \$3 110.

COMPOSANTE EDUCATION :

Contrairement à ce qui était prévu, tous les élèves réfugiés ghanéens n'ont pas été intégrés au système éducatif togolais. A la rentrée scolaire d'octobre 2012, 184 enfants seulement ghanéens ont intégré le système scolaire togolais dans les écoles primaires de Mamproug et de Tambimong. Après évaluation précise de leurs besoins, ces 184 enfants ghanéens ont bénéficié de la distribution de manuels et de fournitures scolaires, et les écoles ont aussi bénéficié de matériel didactique.

Outre ces 184 enfants ghanéens intégrés au système scolaire togolais, plus de 300 autres élèves ghanéens avaient préféré poursuivre les cours au Ghana afin de suivre le curriculum ghanéen, tout en vivant avec leur famille au Togo, ce qui les amenait à franchir la frontière quotidiennement. Devant cette situation inacceptable d'un point de vue sécuritaire, des discussions ont eu lieu pour trouver une solution adaptée. Ces discussions ont montré que les familles souhaitaient que leurs enfants poursuivent le programme scolaire ghanéen, mais si possible au Togo pour plus de sécurité. Il a donc été décidé, d'organiser des cours en anglais selon le curriculum ghanéen, avec l'appui d'enseignants volontaires ghanéens, en utilisant les locaux des écoles de Mamproug et Tambimong durant les horaires où les classes sont disponibles.

Afin d'assurer la prise en charge des élèves réfugiés ghanéens, six enseignants volontaires ghanéens pour les cours en anglais, un enseignant volontaire bilingue pour l'appui aux ghanéens suivant les cours en français, et deux animateurs de la petite enfance, ont

été identifiés et reçoivent une motivation chaque mois à travers la Direction régionale de l'Education (DRE).

Des manuels scolaires conformes à ceux utilisés au Ghana, des fournitures scolaires et du matériel didactique ont été distribués en fonction des besoins, ainsi que des guides du maître pour les enseignants. L'UNICEF Togo est par ailleurs en contact avec l'UNICEF Ghana pour obtenir les garanties nécessaires de la part des autorités ghanéennes afin que les élèves réfugiés ghanéens suivant le cursus ghanéen au Togo puissent passer leurs examens de fin d'année au Ghana.

700 sacs d'écolier ont été fournis aux élèves réfugiés et à quelques élèves togolais parmi les plus démunis. Il avait été initialement prévu de fournir des uniformes aux élèves réfugiés mais, dans cette zone pauvre, le port de l'uniforme est de fait peu courant. Il a donc été décidé de pourvoir à un besoin plus pertinent.

Pour permettre aux élèves des écoles de disposer d'eau potable, la solution a consisté à fournir 12 Postes d'Eau Potable (PEP) qui ont été installés dans les salles de classe. Il s'agit de grands seaux couverts d'un couvercle et munis d'un robinet qui sont remplis chaque matin au forage le plus proche pour être disposés dans chaque salle de classe et permettent ainsi d'assurer l'approvisionnement en eau des élèves toute la journée. 1 400 gobelets en plastique de 250 ml ont également été distribués.

Un appui a été donné à la DRE des Savanes ainsi qu'à l'inspection de la préfecture de Tandjoaré pour assurer le suivi régulier des activités sur le terrain. Des missions de suivi des activités ont également été régulièrement effectuées par l'UNICEF sur le terrain avec les services gouvernementaux et conjointement avec les agences des Nations Unies.

Contribution de l'UNICEF au projet : Dès l'arrivée des réfugiés ghanéens en juin 2012, l'UNICEF, en lien avec la DRE des Savanes, l'organisation de cours de rattrapage pour les enfants ghanéens scolarisables a été appuyée en collaboration avec l'inspection de Tandjoaré. 525 élèves réfugiés ghanéens se sont ainsi inscrits, rejoignant les 664 élèves togolais également inscrits à ces cours dans les trois écoles de la zone. Six enseignants volontaires ghanéens ont ainsi perçu une motivation leur permettant de donner les cours d'été. Du matériel didactique et des fournitures scolaires ont également été rapidement distribués pour permettre aux 525 enfants réfugiés de suivre ces cours. Les 664 élèves togolais, parfois plus démunis encore que les réfugiés eux-mêmes, ont également bénéficié de cette distribution. 32 kits scolaires, ou « school in a box » ont ainsi été distribués. L'UNICEF a également appuyé la DRE et l'inspection de Tandjoaré pour assurer le suivi régulier des activités.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI
NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b):

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0): Les aspects de genre ont été pris en compte dans la réponse apportée, notamment des blocs de latrines séparés pour filles et garçons ont été construits dans les écoles, les CSS sont composées à parité de filles et garçons et les élèves filles et garçons ont bénéficié d'un même appui pour la poursuite de leur scolarité.

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI
NON

Si 'Oui', veuillez décrire ci-dessous les observations clés et pertinentes et annexer le rapport d'évaluation ou fournir le lien internet:

TABLE 8.2: LES RESULTATS DU PROJET FAO

Information Projet CERF			
1. Agence :	FAO	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	1 décembre 2012 - 31 mai 2013
2. Code du projet CERF:	12-FAO-040	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Agriculture		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Renforcer les moyens d'existence de 200 ménages hôtes et de 200 réfugiés ghanéens à Tandjouaré		
7. Funding	a. Budget Total du Projet	US\$ 248,611	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 123,707	
	c. Montant reçu du CERF	US\$ 111,276	
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Beneficiaries Directs</i>	<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>	<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>
a. Femmes	2 426	2 426	Le projet a eu pour bénéficiaires directs 400 personnes chefs de ménages qui ont reçu les kits pour le maraîchage mais aucune évaluation n'a été faite afin de déterminer le nombre exact de personnes ayant été atteints par les effets du projet.
b. Hommes	1 415	1 415	
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):	3 841	3 841	
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans	4 492		
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>Le projet a pour objectif d'appuyer 200 ménages hôtes et 200 réfugiés ghanéens, victimes des conflits, à reconstituer leurs moyens d'existence à travers le développement des activités de maraîchage et la protection des animaux venant des zones de conflits et ceux de la zone d'accueil contre les zoonoses majeures.</p> <p>Plus spécifiquement, l'appui porte sur l'achat, la mise en place et la distribution des intrants agricoles maraîchers, l'accompagnement des bénéficiaires, l'achat de produits vétérinaires, l'achat du matériel de travail des Auxiliaires Villageois d'Elevage (AVE), la formation des AVE et la réalisation de deux campagnes de vaccination du bétail au niveau des deux sites d'accueil des réfugiés (Tambimong et Mamproug).</p>			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> • 400 chefs de ménages (200 ménages hôtes et 200 réfugiés) ont été appuyés et ont reconstitué leur stock. • 62 kg de semences maraîchères dont 20 Kg de tomate (50 g par bénéficiaire), 20 kg d'oignon (50 g par bénéficiaire), 6 kg d'adémé (15 g par bénéficiaire), 10 kg de gombo (25 g par bénéficiaire) et 6 kg de piment (15g par bénéficiaire), ont été distribués aux ménages vulnérables ciblés. • 8 tonnes d'engrais NPK 15-15-15 (20 kg par bénéficiaire) et 4 tonnes d'engrais Urée 46% (10 kg d'Urée par bénéficiaire). • 200 litres de pesticides à raison de 0,5 litre par bénéficiaire ont été distribués. • 400 masques de protection chimique ont été distribués aux bénéficiaires. • 400 machettes, houes, râteaux, binettes, arrosoirs, brouettes, cordeau. • 02 motopompes. • Un contrat signé avec le vétérinaire privé pour la couverture sanitaire d'urgence. <p>Le kit maraîcher comprend 50g de tomates, 50g d'oignon, 25 g de gombo, 15 g de piment, 15 g d'adémé, 20 kg d'engrais NPK, 10 kg d'engrais Urée 46%, 0,5 litre d'insecticide et 1 masque de protection chimique, 1 machette, 1 houe, 1 râteau, 1 brouette, 1 rouleau de corde, 1 arrosoir par bénéficiaire.</p>			

11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF

• Acquisition des intrants et petits matériels

La FAO a acquis et a mis à la disposition de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (DRAEP) Savanes des engrais, des semences maraîchères et des petits matériels agricoles (tableaux 2 et 3).

Tableau 1 : Petits matériels agricoles acquis pour les bénéficiaires du projet

Matériel	Unité	Quantité
Machette	Pièce	400
Râteau avec manche	Pièce	400
Arrosoir en plastique	Pièce	400
Binette	Pièce	400
Houe Daba	Pièce	400
Pioche avec manche	Pièce	400
Cordeau	Rouleau de 100 m	400
Seau en plastique noir	Pièce	400
Brouette	Pièce	40
Pulvérisateur à dos	Pièce	40
Pesticide Cypercal	Litre	100
Masque de protection chimique	Pièce	400
Lunettes de protection chimique	Paire	40
Gants de protection chimique	Paire	40

Tableau 2 : Intrants acquis pour les bénéficiaires du projet :

Intrant	Variété/type	Conditionnement	Quantité reçu en kg
Oignon	<i>Violet de damani</i> de type <i>Galmi</i>	Boîte de 100 g	20
Tomate	<i>Tropimech</i>	Boîte de 100 g	20
Gombo	<i>Clenson Spineless</i>	Boîte de 100 g	10
Piment	<i>Big Sun</i>	Boîte de 50 g	6
Adémè	<i>Locale</i>	Sachet de 10 g	6
Oseille de guinée	<i>Locale</i>	Sachet de 10 g	6
NPK	15-15-15	Sac de 50 kg	8 000
Urée	46%	Sac de 50 kg	4 000

Ces intrants sont acheminés sur les sites du projet par la DRAEP-Savanes et mis à la disposition de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) Savanes qui les a distribués aux bénéficiaires retenus dont la liste a été validée en présence de tous les acteurs (tableau 4).

Tableau 3 : Nombre et répartition des bénéficiaires ménages du projet retenus par village

Préfecture	Villages	Nombre de bénéficiaires ménages		
		Ménages d'accueil	Refugiés	Total
TANDJOARE	MAMPROUGOU	125	125	250
	TAMBIMONG	75	75	150
TOTAL	02	200	200	400

Il convient de signaler que près de 80% des bénéficiaires sont des femmes.

La composition du kit par bénéficiaire est consignée dans le tableau 5 ci-après :

Tableau 5 : Composition du kit par bénéficiaire

Intrants/matériel	Composition du kit	Observation
NPK ₁₅₋₁₅₋₁₅	20 kg	
Urée 46%	10 kg	
Corète	15 g	
Oseille de guinée	15 g	
Oignon, tomate	50 g	
Gombo	25 g	
Piment	15 g	
Pesticide	0.25 litre	
Brouette	1	Par groupe de 10 bénéficiaires
Lunettes et gants	1	
Daba, binette, arrosoir, cordeau, machette, pioche, râpeaux, sceau, masque de protection	1	

Concernant la santé animale, six (06) Auxiliaires Villageois d'Elevage (AVE) ont été identifiés et ont reçu une formation en vue de traiter tous les bétails soit par thérapie, soit par prophylaxie selon les cas. Après la formation, le matériel de travail a été offert aux 6 AVE (photo 11) et est composé de six (06) glacières, six (06) pulvérisateurs, six (06) plaquettes aiguilles et 300 seringues 10 cc. Le recensement du cheptel dans la zone du projet a permis de dénombrer environ 2 000 bovins et 3 000 Ovins et caprins. Les campagnes de vaccination ont touché :

- 1 079 têtes de bovins traités aux trypanocides et déparasités,
- 1 052 têtes de bovins vaccinés contre la PPCB,
- 1 071 têtes de bovins vaccinés contre le charbon bacteridien,
- 1 811 têtes de petits ruminants vaccinés et déparasités dont 1 244 ovins et 567 caprins,
- 79 têtes de femelles bovines ont reçu la vitaminothérapie,
- 70 têtes de bovins toutes catégories confondues ont subi l'antibiothérapie

Une veille epizootologique a été instaurée sur les sites pour une durée de 14 jours calendaires, du 11 au 25 mars 2013. Elle a conduit à la limitation du mouvement des animaux c'est-à-dire à l'interdiction formelle d'introduction de nouvelles têtes d'animaux sensibles dans la zone. La veille epizootologique a été levée le lundi 25 mars, suite au constat de l'absence d'informations inquiétantes sur la santé des animaux dans le secteur de l'opération.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

Il était prévu l'achat de 2 motopompes, mais lors de l'évaluation des besoins réels, il ne s'est plus avéré nécessaire d'en acquérir. Le projet avait également prévu l'achat de 200 litres de pesticides, mais la quantité avait été trop surestimée et c'est pourquoi l'achat n'a porté que sur 100 litres de pesticides.

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI
NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b):

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0) : Le principe d'égalité du genre s'intègre au niveau des bénéficiaires à retenir pour l'appui du projet. Nous avons veillé à ce que la représentation des femmes soit proportionnelle à celle des hommes au niveau des

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI
NON

Si 'Oui', veuillez décrire ci-dessous les observations clés et pertinentes et annexer le rapport d'évaluation ou fournir le lien internet:

TABLE 8.3: LES RESULTATS DU PROJET PAM

Information Projet CERF			
1. Agence :	Programme Alimentaire Mondial	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	30 janvier 2013 - 29 Juillet 2013
2. Code du projet CERF:	13-WFP-002	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé - nutrition		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance d'urgence aux réfugiés Ghanéens et la population d'accueil au Nord du Togo		
7. Funding	a. Budget Total du Projet	US\$ 438,003	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 438,003	
	c. Montant reçu du CERF	US\$ 323,701	
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
Nombre de Bénéficiaires Directs		Planifié	Atteint
		<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>	
a. Femmes		2 582	2 872
b. Hommes		913	982
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		3 495	3 854
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		4 492	4 972
<p>Difficultés rencontrées dans l'achat des vivres. Les premières distributions sont prévues pour le 25 mars 2013. L'acquisition de la denrée essentielle en l'occurrence le maïs devait se faire sous forme d'un prélèvement sur un stock de l'opération appelée "Forward purchase facility" (FPF) du Bureau Régional du PAM qui consiste à constituer un stock en attente de l'achat par les pays de la sous-région au fur et à mesure que les besoins se font sentir. La conclusion du contrat d'achat entre le bureau régional et le fournisseur (local) a accusé un grand retard qui s'est répercuté sur l'acquisition du stock destiné aux réfugiés. Le bureau du PAM au Togo a dû recourir à un emprunt auprès du fournisseur afin de démarrer les distributions. Ces difficultés auxquelles s'ajoute l'approche de la période de la campagne agricole 2013 ont milité pour la réduction de la durée de l'assistance de six (06) mois à trois (03) mois.</p>			
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>a) Objectif(s) L'intervention est en accord avec l'objectif stratégique N° 1 du PAM : « Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence » et a pour but d'assurer la sécurité alimentaire à la population des villages de Mamproug et Tambigou en Préfecture de Tandjoaré, régions des Savanes du Nord Togo affectée par l'arrivée des réfugiés dans ces villages Les objectifs spécifiques sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assurer une alimentation équilibrée pendant six (6) mois à 4 982 nouveaux réfugiés ghanéens dans les villages de Mamproug et Tambigou. – Contribuer au maintien d'un état nutritionnel satisfaisant en particulier pour les 1487 enfants de moins de cinq ans 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> • La consommation alimentaire des 1 577 ménages affectés est améliorée pendant la durée de l'assistance. • Des produits alimentaires de bonne qualité sont distribués en quantité prévue et à temps aux bénéficiaires identifiés. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
Au total, 257,204 tonnes de vivres ont été mobilisées, composées de 206 tonnes de maïs, 31 tonnes de haricot, 6,768 tonnes de CSB++, 2,225 tonnes de sel iodé et 11,211 tonnes d'huile végétale. Les distributions ont débuté courant de la deuxième moitié			

<p>mars 2013 pour durer trois mois ; c'est-à-dire les mois de mars, avril et mai 2013 soit une durée de quatre-vingt-dix (90) jours. Sur les 4 982 réfugiés planifiés, 4 972 ont directement bénéficié des vivres distribués ; soit un taux de réalisation de 99,80%. Parmi les bénéficiaires directs touchés, comptent 3 297 enfants de moins de 18 ans et 1 675 adultes dont en majorité les filles et les femmes (3 446 femmes).</p> <p>L'assistance alimentaire apportée a permis d'améliorer le score de consommation des ménages au sein des réfugiés. Deux semaines après la première distribution de vivres, un important nombre de ménages étaient encore capables de fournir le minimum de repas journalier à leurs membres. Le suivi post-distribution (Post Distribution Monitoring) organisé du 11 au 15 avril 2013 relève que, jusqu'à la veille du passage des enquêteurs sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 85% des ménages ont consommé au moins trois repas par jour • 14% des ménages ont consommé un à deux repas. <p>Seul un ménage sur les 140 ménages enquêtés (0,7%) a contraint ses membres à jeuner pendant le jour et la nuit pour éviter de vider le stock de vivres et retomber trop tôt dans la misère du passé.</p> <p>Il faut noter que 100% des récipiendaires des vivres distribués par le PAM sont des femmes et elles affirment être les premières responsables de la gestion de l'aide alimentaire reçue.</p>	
<p>12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:</p> <p>Les distributions de l'aide alimentaire ont couvert trois mois avec 99,80% de bénéficiaires atteints au lieu de six mois précédemment planifiés. Cet écart peut être expliqué par le retard accusé dans la mobilisation des vivres, le soutien des populations hôtes apporté aux réfugiés et l'arrivée de la période des cultures de la campagne agricole 2013.</p>	
<p>13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b):</p> <p>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0) : Sauf lorsqu'un ménage ne comporte pas de femme adulte, les cartes familiales donnant droit aux distributions gratuites de rations sont établies au nom d'une femme.</p>	
<p>14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?</p>	<p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>NON <input checked="" type="checkbox"/></p>
<p>Si 'Oui', veuillez décrire ci-dessous les observations clés et pertinentes et annexer le rapport d'évaluation ou fournir le lien internet:</p>	

TABLE 8.4 : LES RESULTATS DU PROJET OMS

Information Projet CERF			
1. Agence :	Organisation Mondiale de la Santé	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	13 décembre 2012 - 12 juin 2013
2. Code du projet CERF:	12-WHO-077	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Santé		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Prise en charge des cas de maladies des réfugiés dans le district de Tandjoaré au Togo		
7. Funding	a. Budget Total du Projet		US\$ 296,107
	b. Montant total du financement reçu pour le projet		US\$ 89,562
	c. Montant reçu du CERF		US\$ 89,562
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>		<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>
		<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>	
a. Femmes		2 582	2 582
b. Hommes		913	913
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		3 495	3 495
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		4 982	4 982
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
Contribuer à la prise en charges des cas de maladies au sein des réfugiés et des populations hôtes d'accueil Plus spécifiquement, il s'agit :			
<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcer la prise en charge des cas de maladies y compris les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) ; ● Renforcer les structures de santé de la localité en médicaments, consommables médicaux, en matériels médicaux. 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> ● La prise en charge correcte de tous les cas de choléra, des diarrhées, du paludisme et d'autres maladies ainsi que les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) est assurée ; ● Le dispensaire et l'hôpital de district ont été appuyés en médicaments et consommables, matériels médicaux, désinfectants et réactifs. ● Des tournées de suivi et de coordination des activités de santé dans le district sanitaire ont été faites. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<ul style="list-style-type: none"> ● Prise en charge correcte de tous les cas de choléra, des diarrhées, du paludisme et d'autres maladies ainsi que les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) : <ul style="list-style-type: none"> - 15 agents de santé du dispensaire et de l'hôpital du district recyclage/formation sur la prise en charge correcte des cas des maladies courantes, en PCIMNE communautaire. - 4 192 dont 1085 réfugiés et 3 107 nationaux consultés. - 4 524 cas pathologies enregistrés. - Activités promotionnelles menées : CPN : 245 dont 49 réfugiées et 196 nationales; et IEC des AS et APS aux Clubs des Mères. ● Accouchement : 124 dont 34 réfugiés (17 garçons, 17 filles) et 90 nationaux (43 filles, 47 garçons) ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none"> - 157 dont 25 réfugiées de femmes ont bénéficié des serviettes hygiéniques. - 171 dont 53 réfugiées et 119 nationales ont suivi des Consultations post-partums. ● Appui aux formartios sanitaires des villages de réfugiés et l'hôpital de district en médicaments et consommables, matériels médicaux, désinfectants et réactifs : <ul style="list-style-type: none"> - Un 1er lot de médicaments, désinfectants, et consommables sont pré- positionnés à la Direction Préfectorale de la Santé à Tandjoaré et dans les Unités de Soins périphériques des villages d'accueil des réfugiés. 			

Une fiche de gestion est mise à disposition des formations sanitaires pour la bonne gestion des médicaments, matériels et consommables.	
12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:	
13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
<p>Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b):</p> <p>Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0) : Le principe d'égalité du genre s'intègre au niveau des bénéficiaires à retenir pour l'appui du projet. Nous avons veillé à ce que la représentation des femmes soit proportionnelle à celle des hommes au niveau des bénéficiaires retenus pour les activités de santé.</p>	
14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>
Si 'Oui', veuillez décrire ci-dessous les observations clés et pertinentes et annexer le rapport d'évaluation ou fournir le lien internet:	

TABLE 8.5 : LES RESULTATS DU PROJET HCR

Information Projet CERF			
1. Agence :	UNHCR	5. Période de mise en œuvre du projet CERF:	15 novembre 2012-14 mai 2013
2. Code du projet CERF:	12-HCR-053	6. Statut du projet CERF	<input type="checkbox"/> En cours
3. Groupe sectoriel/Secteur:	Multi-secteur		<input checked="" type="checkbox"/> Achevé
4. Titre du projet:	Assistance et protection des réfugiés ghanéens au Togo		
7. Funding	a. Budget Total du Projet	US\$ 881.219	
	b. Montant total du financement reçu pour le projet	US\$ 596,819	
	c. Montant reçu du CERF	US \$ 376,516	
Resultats Obtenus			
8. Nombre total de personnes ayant <u>bénéficié directement</u> du financement du CERF, planifié et atteint (veuillez soumettre une répartition par genre et ans).			
<i>Nombre de Bénéficiaires Directs</i>		<i>Planifié</i>	<i>Atteint</i>
		<i>En cas de différences significatives entre le nombre planifié et atteint, merci de fournir une explication:</i>	
a. Femmes		3 335	3 335
b. Hommes		1 647	1 647
c. Nombre total de personnes (femmes + hommes):		4 982	4 982
d. Y compris, enfants de moins de 5 ans		1 487	1 477
9. Objectif initial du projet CERF selon la proposition approuvée			
<p>Veiller à ce que tous les réfugiés ghanéens qui fuient les conflits récents aient accès à une assistance multisectorielle dans un camp sous la direction et la coordination du HCR, y compris:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La protection et l'enregistrement des réfugiés. • Le développement du camp. • L'accès aux services de base pour toutes les réfugiés • Distribution : de matériel pour construction d'abris et des produits non alimentaires 			
10. Résultats initiaux attendus selon la proposition CERF approuvée			
<ul style="list-style-type: none"> • 4 982 réfugiés sont profilés, enregistré et documenté. • 1 577 ménages réfugié sont accès aux services en eau, assainissement et hygiène • 2 530 réfugiés reçoivent des rations alimentaires et des produits non alimentaires en temps opportun (cf. détails NFI dans la section 13 du budget). • Abris et infrastructures mises en place, l'amélioration et / ou maintenus pour 418 ménages. • Toutes les personnes ayant des besoins spéciaux reçoivent l'assistance médicale et des médicaments pour maintenir et / ou améliorer la santé. 			
11. Résultats obtenus à l'aide du financement CERF			
<p>Les résultats les plus saillants résident dans le fait que le HCR et ses partenaires (en collaboration avec le gouvernement) ont effectué du 20 au 24 septembre 2012 une opération d'enregistrement pour résoudre le problème d'harmonisation de statistiques qui a donné un effectif de 4982 réfugiés de 1577 ménages.</p> <p>Les activités financées par le CERF ont permis à certains réfugiés d'entamer des constructions d'habitations avec l'appui du HCR.</p> <p>Au total :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ 25 ménages sur les 1577 ont bénéficié de cet appui (soit un taux de 1,58%). Ce taux est très bas. Les demandes continuent d'être enregistrées. ▪ 03 (trois) forages communautaires accessibles à tous. ▪ Dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène il y a eu construction de : ▪ 24 latrines familiales dont 16 à Mamproug centre et 8 à Tambimong 			

- 2 blocs de 3 latrines dans les écoles publiques de Mamproug et de Tambimong,
- 2 blocs de 3 latrines au centre de santé de Mamproug

Autres activités du HCR :

- Distribution de non vivres : 250 couvertures, 200 moustiquaires, 100 seaux, 2060 nattes, 616 jerrycans, 3 ballots de serviettes hygiéniques
- Nombre total de réfugiés assistés en santé : 1208
- Nombre de consultations curatives réalisées : 1560
- 1 bâtiment de 3 salles de classe équipé avec 90 tables bancs
- Appui des personnes à besoins spécifiques : 400 cas
- Achat de 2 moulins.

12. En cas de différence significative entre les résultats attendus et atteints, merci d'en expliquer les raisons:

13. Les activités financées par le CERF font-elles partie d'un projet CAP muni d'un code IASC marqueur de genre?

OUI
NON

Si 'Oui', quel est le code (0, 1, 2a, 2b):

Si 'Non' (ou si le code est 1 ou 0) : Sauf lorsqu'un ménage ne comporte pas de femme adulte, les cartes familiales donnant droit aux distributions gratuites de rations sont établies au nom d'une femme.

14. Suivi et Evaluation: Ce projet a-t-il été évalué ?

OUI
NON

Si 'Oui', veuillez décrire ci-dessous les observations clés et pertinentes et annexer le rapport d'évaluation ou fournir le lien internet:

ANNEXE 1: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES PAR LES AGENCES AUX PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE

Code Du Projet CERF	Groupe Sectoriel/ Secteur	Agence	Non Du Partenaire	Type De Partenaire	Total Des Fonds Du CERF Transfères Au Partenaire US\$	Date Du Premier Versement	Date A Laquelle Le Partenaire A Debuté Les Activités Financées Par Le CERF	Commentaires/Remarques
12-CEF-125	WASH	UNICEF	Cluster WASH de la région des Savanes	Groupe réunissant plusieurs services techniques GOV et NNGO locales autour des responsables régionaux de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement pour les interventions d'urgence	42 611	13 février 2013	Dès le 15 juin 2012 sur fonds propres de l'UNICEF ; dès le 1 ^{er} septembre 2012 sur fonds CERF (remboursement ultérieur de certaines activités)	Le Cluster WASH est mobilisé depuis juin 2012 et a utilisé son stock d'urgence très tôt pour subvenir aux besoins des réfugiés. Les fonds transférés en février 2013 ont ainsi partiellement servi à recomposer ce stock d'urgence en plus de financer de nouvelles activités.
12-CEF-125	Education	UNICEF	Direction Régionale de l'Education (DRE) de la région des Savanes	Service technique régional du GOV en charge de l'Education	6 545	22 février 2013	Dès le 15 juin 2012 sur fonds propres de l'UNICEF ; dès le 1 ^{er} septembre 2012 sur fonds CERF (remboursement ultérieur de certaines activités)	La DRE est mobilisée depuis juin 2012 sur fonds propres de l'UNICEF pour subvenir aux besoins des élèves réfugiés. Les fonds transférés en février 2013 ont ensuite servi à financer l'appui à la DRE aux nouvelles activités d'éducation (cf. description des résultats) ainsi que le paiement des enseignants volontaires ghanéens
12-FAO-040	Alimentation	FAO	Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) Savanes	Partenaire d'exécution du projet (GOV)	4 800	25 février 2013	20 février 2013	L'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) est chargé d'identifier les 400 bénéficiaires de les former, de distribuer les

								kits pour le maraîchage et faire l'appui-accompagnement. L'identification des bénéficiaires a été faite avant la signature du protocole d'accord avec la FAO
12-FAO-040	Alimentation	FAO	DRAEP Savanes	Gouvernement (GOV)	3 200	25 février 2013	25 février 2013	La DRAEP est chargée de la réception et de l'entreposage provisoire des intrants à Tandjoaré, de l'acheminement de ces intrants sur les sites des réfugiés et du suivi de toutes les activités du projet
12-FAO-040	Alimentation	FAO	Le Cabinet Vétérinaire « LE BON SAMARITAIN »	RED	6 700	25 février 2013	5 février 2013	Le Cabinet vétérinaire LE BON SAMARITAIN est chargé de l'exécution du plan d'urgence en santé animale dans la zone, dont les activités consistent à identifier et former six (6) Auxiliaires Villageois d'Elevage (AVE), à les équiper en glacières, seringues, pulvérisateurs, produits de traitement et enfin à vacciner tous les bétails des villages Mamprougou et Tambimong. Ce partenaire a anticipé les activités avant la signature du protocole d'accord par la vaccination des animaux malades et le choix des 06 AVE à former.
12-HCR-053	Multisectoriel	UNHCR	ATBEF CNAR	NNGO GOV	158 000 25 000	28 Novembre 2012 12 Décembre 2012	03 Décembre 2012 03 Décembre 2012	Afin de contourner le problème du retard du versement des fonds par rapport à l'urgence, les activités ont été démarrées bien avant le virement des fonds.

ANNEXE 2: ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (Par Ordre Alphabétique)

ASC	Agent de Santé Communautaire
ATBEF	Association Togolaise pour le Bien Etre Familial
AVE	Auxiliaire Villageois d'Elevage
COGEP	Comité de Gestion des Ecoles Publiques
CPN	Contrôle du Poids du Nouveau Né
CSS	Comité de Santé Scolaire
CVD	Comités villageois de Développement
DPS	Direction Préectorale de la Santé
DPAEP	Direction Préfectorale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
DRAEP	Direction Régionale de l'Agriculture de l'Elevage et de la pêche
DRE	Direction Régionale de l'Education
ECOSAN	Ecological Sanitation
EDUSIVIP	Education Scientifique et Initiation à la Vie Pratique
EPP	Ecole Primaire Publique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés
IEC	Information Education Communication
ICAT	Institut de Conseil et d'Appui Technique
PCIMNE	Prise en charge intégrée des maladies du nouveau né et de l'enfant
PEP	Poste d'Eau Potable
PHAST	Participatory Hygyene and Sanitation Transformation
SNU	Système des Nations Unies
SONU	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence
SRAHM	Service Régional de l'Assisnissement et de l'Hygiène du Milieu
WASH	Water, Sanitation and Hygiene